

COMMENTAIRE

Sauver Gao pour sauver la République

Abdourhamane Dicko¹, novembre 2022



Résumé

« Sauver Gao pour sauver la République » décrit la situation sécuritaire dans la région de Gao dans ses similitudes avec celle de Ménaka. Il met en relief les causes, les acteurs, la manifestation de l'insécurité et ses conséquences sur les populations, les limites des solutions actuelles en cours, l'insuffisance des services sociaux fournis et la nécessité d'une meilleure coordination des acteurs autour de l'Etat pour combattre le terrorisme et toutes les formes d'insécurité en vue de rétablir la confiance des populations en l'Etat. Dans ce sens, le partenaire stratégique du Mali qu'est la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) est bien apprécié des populations qui souhaitent cependant une réadaptation de son mandat aux réalités actuelles. Le papier montre aussi que la sécurité est un bien commun à la réalisation duquel aucun acteur ni actrice ne doit être laissé en marge.

Les recommandations d'action doivent contribuer à aider à la décision :

1. **Renforcer les services sociaux de base** (santé, éducation, alimentation) au sein des communautés d'accueil des populations déplacées afin de réduire la pression et les risques de conflits ;
2. **Renforcer la présence de l'Etat et de l'Administration** en multipliant les patrouilles militaires permanentes sur les axes routiers, notamment Gao-Ansongo-Ménaka et Gao-Bourem et en assurant l'effectivité des services techniques dans les localités sécurisées ;
3. **Renforcer la collaboration des forces vives (populations et communautés) avec les forces de défense et de sécurité** à travers des actions concrètes ne nécessitant pas forcément l'apport d'un quelconque partenaire au développement (cadre d'échanges permanent (s) avec les communautés à travers les organisations de la société civile (F.O.R.C.G, Cadre de Concertation) ;
4. **Faire du lobbying** en faveur du maintien de la MINUSMA ;
5. **Multiplier les rencontres intercommunautaires** de manière à permettre aux populations qu'elles ne sentent abandonnées des autorités ;
6. **Renforcer et moraliser les contrôles de police** sur les grandes artères de la ville de Gao et les étendre à l'intérieur des quartiers de la ville de Gao tout en veillant au respect des droits des personnes ;
7. **Intégrer les mouvements d'autodéfense dans les missions de l'armée** afin de permettre des ratissages loin des axes routiers pour occuper l'espace et pallier le vide que pourrait laisser le retrait des contingents de la MINUSMA (Royaume-Uni, Côte d'Ivoire, etc.) ;

¹ Abdourhamane Dicko est directeur de programmes à la Friedrich Ebert Stiftung

8. **Réinstaurer la veille citoyenne par l'activation des brigades de vigilance de F.O.R.C-G** dans/et autour de la ville de Gao comme en 2017 sous la coordination des forces de défense et de sécurité ;
9. **Promouvoir le dialogue citoyen national** à travers la participation des acteurs et actrices des régions d'insécurité aux cadres d'échanges et de discussions à Bamako et ailleurs en vue d'une lecture partagée de la situation sociopolitique et relayer ou porter les voix préoccupations des populations voire préparer le retour d'un État utile ;
10. **Mettre en place ou renforcer des réseaux informels d'information dans toutes les localités**, qui doivent se coordonner (dans la discrétion et le professionnalisme, c'est-à-dire la protection de l'identité des informateurs ou lanceurs d'alerte) avec l'armée de manière à permettre une action rapide et sécurisée des FAMAs en cas d'attaques ou d'enlèvement, de destruction ou de menaces d'enlèvement et de destruction de biens.

Ces derniers temps, les appels à la protection des populations sont devenus fréquents et proviennent principalement des régions de Gao et de Ménaka (le même appel vient d'autres localités des régions dites du Centre) en proie à une recrudescence des attaques terroristes. A Gao, la ville est confrontée aujourd'hui à une grande insécurité se manifestant par des intimidations, des assassinats et des enlèvements avec demande de rançon. Les populations vivent dans une certaine psychose non apparente pour l'observateur non familier avec l'environnement sociopolitique de la ville. La dégradation de la situation sécuritaire dans les régions de Gao et de Ménaka a contraint plusieurs habitants à un déplacement forcé dans d'autres villes plus sécurisées, notamment à Gao et à Ansongo malgré une forte présence des forces de défense et de sécurité ainsi que de leurs partenaires à Gao. Cette présence est considérée comme faible voire absente dans d'autres localités. La conséquence aujourd'hui visible, en sus des nombreux morts et blessés rapportés par différentes sources, est donc ce mouvement massif des populations vers des endroits plus sécurisés, également en dehors du Mali. Plusieurs familles ont par exemple pris la direction du Niger où vivent aussi des communautés importantes originaires des zones d'insécurité au Mali. Pour les quelques personnes restées sur place (de moins en moins), la vie bascule entre allégeance supposée ou réelle aux groupes armés terroristes ou dans l'attente probable de l'Etat malien. En un mot, leur sort n'est pas entre leurs mains.

Dans ce désordre reconnu et admis de toutes les personnes que nous avons pu rencontrer durant notre passage dans la ville de Gao au mois de novembre, les interrogations portent sur différents points, notamment les acteurs de l'insécurité, la destination des animaux volés, la peur d'un retrait de la MINUSMA en passant par l'impact de l'insécurité sur les populations locales et les solutions jusque-là mises en œuvre.

Acteurs de l'insécurité omniprésents dans la conscience collective

Pour ce qui concerne les auteurs des actes d'insécurité, les personnes rencontrées indexent d'abord les enfants² (habitants) des différents terroirs. Il y a certes des "djihadistes" mais les braquages et vols sont plutôt attribués à ces enfants qui revêtent bien le manteau du terrorisme pour dissimuler leurs crimes. Il n'est pas exclu que ces « enfants » servent

² Enfant dans le contexte local renvoie aux ressortissants des localités impliqués dans les actes de banditisme/insécurité ou de terrorisme

réellement la cause des terroristes ou djihadistes, mais la précision avec laquelle les animaux sont par exemple enlevés ne saurait venir d'un étranger. Aussi, l'idéologie islamiste est-elle quasi absente dans les méthodes d'action des acteurs car l'islam réprime de tels comportements. De toute évidence, les acteurs sont « hybrides³ » car personne ne peut réellement définir leur statut encore moins les différencier suivant leur mode d'action.

Ces actes se justifieraient aussi pour des personnes interrogées par la lenteur constatée dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, surtout dans ses dimensions relatives à la défense et à la sécurité et notamment le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR). L'effectivité dudit processus aura assurément contribué à un meilleur contrôle de la détention et de la circulation des armes ainsi qu'une identification des acteurs armés. La réduction de la menace par les armes contribuera à la stabilisation des localités et une meilleure assistance des ménages et des communautés dans leurs capacités de résistances aux chocs. Il est évident aujourd'hui que l'absence de DDR aggrave l'insécurité et rend difficilement visibles et efficaces les efforts des forces de défense et de sécurité (nationales et étrangères) dans la stabilisation et la sécurisation du territoire et des populations.

L'insécurité dans la région de Gao prend les formes les plus diverses : vols de biens, enlèvements de personnes et assassinats d'opérateurs économiques, qui ont toutes des incidences sur le quotidien des populations ou communautés. Mais ce qui a un impact direct sur la vie de nombreux habitants de la région, c'est le vol constant de bétail.

Quelle destination pour le bétail volé ?

Pour plusieurs interlocuteurs, la destination des animaux enlevés, surtout les troupeaux de vaches, ne fait pas l'unanimité, mais des pistes sont fournies. Pour certains, les animaux, probablement ceux de la commune de Gounzourèye, sont d'abord conduits à Boni où la destination des animaux est définitivement fixée : ils y seraient embarqués dans des véhicules à destination de Bamako ou de la Côte d'Ivoire. Pour d'autres personnes, les animaux volés dans les zones d'Ansongo et de Gabéro prennent la destination du Burkina-Faso et de l'Algérie. Concernant la seconde destination, les animaux seraient embarqués dans des camions. Des animaux volés auraient été vendus à des bouchers de la ville de Gao, qui les garderaient dans des maisons à la périphérie de la ville avant de les conduire nuitamment à abattoir.

Dans tous les cas, cet enlèvement semble concerner plusieurs acteurs dont certains sont parmi les populations elles-mêmes, surtout ceux impliqués dans le transport. Dans les conditions normales, il ne devrait pas être facile d'écouler ces animaux sur les marchés du Burkina-Faso ou du Niger si une coordination entre acteurs et autorités était menée au Mali, Burkina et Niger. En toute vraisemblance, la vente des animaux servirait à acheter des armes pour les groupes armés terroristes, donc à les financer.

³ La limite n'est pas étanche entre les concepts de terrorisme et de djihadisme. Peut-être d'autres microgroupes surfent sur la vague et perpètrent des actes criminels pour leurs propres comptes. C'est assez complexe : terrorisme, djihadisme et banditisme résiduel (celui-ci semble commettre plus de mal d'ailleurs).

Populations et communautés plus victimes que collaboratrices des groupes terroristes

Aujourd'hui, dans plusieurs localités, les populations n'ont plus rien. Elles ont perdu leur cheptel, principale source de revenu et de prestige, donc rempart de protection de la dignité et de l'honneur. Dans les cercles de Gao, Ansongo ou Bourem, des populations ont tout perdu. Dans tout le cercle d'Ansongo par exemple, personne ne posséderait un troupeau de vaches. Elles sont emportées par les groupes terroristes. Ce qui signifie en même temps le basculement de ces personnes dans la précarité et la pauvreté sans négliger l'impact sur les conditions alimentaires, sanitaires et éducatives. Il y a comme une volonté d'appauvrissement des populations. Leur ôter leurs biens, les réduire à la mendicité. Donc il n'est point question de garantie des droits fondamentaux des enfants. L'avenir est compromis dans ces localités.

Cette situation contraste avec certains discours tenus le plus souvent par des personnes vivant loin des conditions précaires des populations locales en butte aux attaques terroristes. Ces derniers et même certains groupes armés opposés aux terroristes s'en prennent à des communautés qu'ils accusent de collaborer avec l'un ou l'autre ou tout simplement parce l'un ou l'autre est issu de telle communauté. Il est reproché aux populations d'avoir fait allégeance aux groupes terroristes. Cette perception est non seulement infondée mais heurte le bon sens. Elle paraît même sadique lorsque l'on sait que les populations sont les principales victimes des groupes terroristes. Ces derniers enlèvent les troupeaux d'animaux pour des destinations incertaines. Donc les populations ne collaborent pas avec les djihadistes, mais elles n'ont aucune protection contre ceux-ci. Or, elles tiennent à leur honneur et à leur dignité. Elles sont surtout engagées à préserver l'héritage légué par les ancêtres.

Combien de temps durerait cette situation ? Combien de temps les gens devront-ils encore patienter avant d'être secourus par le gouvernement et ses partenaires ? Il est important de rappeler qu'il incombe principalement au Gouvernement d'assurer la protection des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire. Cela est d'autant plus utile que le terrorisme apparaît aujourd'hui comme la principale préoccupation non seulement des acteurs étatiques, mais aussi des populations et des mouvements signataires ou adhérents à l'Accord pour la paix.

Le terrorisme fait taire les divergences intercommunautaires⁴, et depuis un certain temps les affrontements entre groupes d'autodéfense ou de milices deviennent peu fréquents voire inexistantes. Cependant, l'on constate que le terrorisme aggrave les dissensions internes des communautés au sein desquelles des individus ou groupes ethniques sont souvent considérés comme des collaborateurs des groupes armés terroristes. Cela entraîne une forte suspicion entre les composantes sociales et aggrave la crise de confiance indispensable à la cohésion sociale. Des communautés désorganisées par les faits terroristes et abandonnées à leur défis internes d'organisation et de fonctionnement constitueront difficilement une base sûre pour entamer et gagner la lutte contre le phénomène. Donc il est opportun de taire les divergences endogènes pour mettre le curseur sur l'ennemi commun qu'est le terrorisme.

⁴ Ils sont relégués au second plan des problèmes. Tout le monde ne voit que l'insécurité grandissante mais les litiges intercommunautaires sous-jacents qui existent depuis avant 2012 sont dissimulés pour l'instant.

Malheureusement, tous les acteurs semblent manquer de stratégie bien élaborée pour contrer le terrorisme. Différentes approches théoriques existent, mais elles ne sont pas connues des populations ou communautés qui n'ont le plus souvent pas été associées à leur élaboration. Or toute approche qui ambitionne de résoudre les problèmes ou préoccupations des populations doit être construite non seulement autour des attentes et des besoins des populations mais aussi considérer les mêmes populations comme des acteurs majeurs. Ainsi, les légitimités traditionnelles, les chefferies traditionnelles et coutumières, les leaders religieux et communautaires⁵ de même que les collectivités, les organisations de jeunes et de femmes sont incontournables dans la réussite d'une telle lutte. Aucun acteur ne mérite d'être laissé à la marge afin d'éviter qu'il soit récupéré par les acteurs terroristes pour saboter les stratégies. Il faut par conséquent des approches globales et inclusives. Sur le terrain, en tout cas à Gao, l'impression est loin de cette nécessité. Le manque ou l'insuffisance de coordination est évident. Il revient à l'Etat malien de renforcer son leadership ici en vue d'obtenir des résultats plus impactants sur tous les plans, notamment politique, institutionnel et sécuritaire.

S'appuyer sur la résilience et la solidarité locales et nationales

La ville de Gao est (encore) multiethnique, c'est-à-dire que l'on y voit toutes les ethnies, mais leur nombre est largement en deçà de l'image d'un passé proche de la ville où toutes les communautés étaient bien visibles et partageaient un destin commun. Aujourd'hui, le seul endroit où ce brassage est bien visible, est l'hôpital. Ici, toutes les communautés se côtoient dans la nécessité. Elles partagent la maladie et la modicité des moyens des services de la santé. Les centres de santé communautaire fonctionnent au ralenti dans les communes où elles sont encore car elles ne sont ni à l'abri de la visite des groupes armés ni des braquages sur les véhicules assurant leur approvisionnement.

Le renforcement de la résilience contribue à diminuer la peur au sein des populations et communautés. Aujourd'hui, les habitants de Gao sont hantés par cette peur lorsqu'ils veulent se rendre dans les villages ou fractions environnants. La fréquence des braquages et autres attaques souvent mortelles sur les routes menant surtout à Ansongo, précisément à Kobè (commune rurale de Gabéro, cercle et région de Gao) n'est pas de nature à estomper la psychose qui hante les voyageurs, quel que soit son statut. Ce lieu est devenu celui de tous les dangers. De l'avis d'un habitant de la ville, les djihadistes auraient décidé d'en faire la « frontière de leur territoire » avec le Mali au mois de novembre.

L'hôpital de Gao est la preuve de l'existence d'un ressort social pour maintenir les « liens sociaux » et en faire un rempart contre le terrorisme. La résilience doit s'organiser autour de l'offre sociale du soutien continu de la communauté internationale présente sur le terrain à travers la MINUSMA, les agences des NU et autres humanitaires. Là où elle est présente, les populations en jouissent sans différenciation particulière. Dans ce sens, il est opportun que les services sociaux de base soient accessibles pour toutes et tous dans les localités où la sécurité est plus ou moins garantie, notamment les villes principales de Gao, Ansongo ou Ménaka. Cela permet de réduire « la pression sur le nombre limité de services disponibles aux communautés dans les zones d'accueil » et les menaces sécuritaires. A titre

⁵ Ces différents concepts méritent encore une meilleure clarification (même si une journée nationale est consacrée le 11 novembre aux légitimités traditionnelles) pour un usage plus conforme aux attentes des populations en vue de contribuer à un ancrage sociétal de la démocratie.

d'illustration, une seule école de la commune rurale de Gabéro (cercle et région de Gao), notamment Haoussa-Foulane, accueille plus d'une centaine d'élèves (130) déplacés de la commune d'Anchawadj (cercle et région de Gao). A Ansongo, « des personnes déplacées internes (PDI) en provenance des communes de Ouattagouna (sic) et de Bourra sont présentes dans la ville d'Ansongo et il existe une bonne collaboration entre ces dernières et les communautés hôtes de la localité. De plus, l'accès aux services de base par les différents groupes de populations (PDI et hôtes) se fait sans aucune discrimination car les élus communaux, la chefferie et les leaders religieux sont garants de la cohésion sociale dans la ville d'Ansongo⁶ ». Ce qui atteste encore une fois de la nécessité d'œuvrer au retour de la paix et de la sécurité.

Mais tout n'est pas perdu, dans la région de Gao, les relations sociales peuvent encore être sauvées. Cela a été démontré par la capacité du Cadre de Concertation des notables de Gao qui a jusque-là réussi à désamorcer les tensions communautaires dans la ville. D'autres personnalités ou organisations sont encore une opportunité pour éviter que les liens sociaux soient plus distendus. Il s'agit par exemple de l'imam Oumar Almahadi et son « équipe régionale d'appui à la paix et à la réconciliation », l'émblématique coordinateur de la résistance civile à Gao, Moussa Boureima Yoro ou de la Fédération des Organisations de Résistance Civile (F.O.R.C-G). A l'intérieur des localités, il existe assurément des mécanismes endogènes pouvant et devant être mieux utilisés pour renforcer la résilience et la solidarité locales. Globalement, le cadre de concertation des notables, les jeunes, les femmes sont les acteurs hier et demain du relèvement du Mali. Il y a beaucoup d'autres acteurs de la société civile moins visibles comme les associations de ressortissants des différentes localités dont les actions contribuent énormément à renforcer la résilience des populations et communautés.

En plus des mécanismes et des relations sociales, il conviendrait de fournir des meilleurs services sociaux comme facteurs de résilience des populations/communautés dans la lutte contre le terrorisme. L'offre de ces services est une opportunité de dialogue entre acteurs locaux et étatiques contribuant à créer la confiance et à mutualiser les efforts. Le gouvernement malien doit y veiller. Il est aujourd'hui impératif de stabiliser les grands centres comme Gao, Ansongo et Ménaka afin de permettre la fourniture des services sociaux au quotidien assurés aujourd'hui par des organisations humanitaires et de développement dans des conditions peu sûres. La reconquête des localités aujourd'hui sous l'emprise des groupes terroristes doit être organisée à partir de ces centres afin d'inverser la tendance de la perception d'abandon des populations par l'Etat.

Aussi, conviendrait-il que l'Etat et les mouvements signataires acceptent de travailler à des solutions alternatives aux difficultés de mise en œuvre du processus de DDR en vue de faire face au terrorisme. L'avancée des terroristes est réelle sur le terrain, et ce serait mortel de leur livrer bataille dans un contexte social déchiré. Il faut sauver les terroirs. Cela passe par un renforcement de la cohésion sociale ou communautaire et des relations des populations avec l'Etat à travers ses représentants. Pour le moment, l'on est encore loin du compte car la plupart des élus (maires) ou des administrateurs (sous-préfets et préfets) vivent et

⁶ REACH Initiative (REACH), en consortium avec ACTED, Search for Common Ground (SFCG) et TASSAGHT, Évaluation territoriale de l'accès des populations aux services et infrastructures communautaires de base de la commune d'Ansongo, mars 2022

travaillent à Gao (s'ils sont encore dans la région) où ils se sentent plus en sécurité à cause de la présence des forces de défense et de sécurité ainsi que de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA). Plusieurs activités de ces collectivités sont aujourd'hui délocalisées dans la ville de Gao.

Au-delà de la nécessité pour les régions d'insécurité de créer une synergie des acteurs armés nationaux contre le terrorisme, il conviendrait aussi de calibrer certains discours politique et public à Bamako. Ces discours empreints de stigmatisation, de haine et violence ne sont pas de nature à ressouder les liens entre les filles et fils autour de la mère-patrie. Ils frustreront les populations en butte à l'insécurité et les font douter de la solidarité des autres compatriotes à leur égard.

Être solidaire et protéger les populations de ces régions, c'est reconnaître leurs problèmes et les partager. C'est aussi porter leurs voix et les relayer. Donner l'impression que tout est normal frustre et sème des idées toxiques dans la République. Minimiser ou feindre d'ignorer les défis existentiels des populations est un pas d'éloignement de celles-ci de la République et de leur rapprochement avec les ennemis du pays. L'unité de la nation et l'intégrité du pays ne sauraient être préservées par la seule action militarisée qui a largement montré ses limites de 2012 à maintenant au Mali (voir plus bas). Il faudrait une combinaison de mécanismes bien agencés les uns dans les autres et bien coordonnés afin de garantir le sursaut nécessaire susceptible d'endiguer les défis et menaces sécuritaires et terroristes. Ceci contribuerait à faciliter la mission des partenaires du Mali dans leurs efforts de stabilisation, notamment la MINUSMA.

Le retrait de la MINUSMA entrainera un chaos sécuritaire et humanitaire à Gao

Les défis et menaces sécuritaires au Mali et leur incidence sur la paix et la sécurité régionales et internationales constituent la raison de la mobilisation de la communauté internationale, à travers les différents mécanismes autour du Mali. C'est la raison pour laquelle le pays a bénéficié du soutien de la France à travers les opérations Serval et Barkhane, de la communauté africaine (CEDEAO, UA) et du système des Nations unies (MINUSMA). D'autres forces ad hoc ont également assisté le Mali dans sa mission de stabilisation, notamment Takuba et G5 Sahel. Il convient aussi de rappeler l'existence d'EUCAP Sahel Mali et de l'EUTM. Certaines de ces missions sont retirées du pays (Barkhane, Takuba) ou ont restreint leurs interventions (EUTM) ; le Mali s'est retiré d'autres cadres de coopération (G5 Sahel).

Aujourd'hui, seule la MINUSMA est présente dans les zones d'insécurité, dans ses composantes politique, civile, militaire, sécuritaire, humanitaire, etc. Son mandat est diversement interprété par les populations maliennes, selon que l'on soit dans les zones d'insécurité (dites du Nord) et les autres capitales régionales du pays.

A Gao, pour plusieurs personnes interrogées, il ne faut pas confondre Barkhane avec la MINUSMA. La première serait allée probablement au-delà des missions à elle assignées. Mais l'impact de son départ de la région est bien réel sur l'emploi et l'économie⁷. D'anciens travailleurs et prestataires de Barkhane regrettent aujourd'hui le départ des soldats français

⁷ Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 12, Que pensent les Maliens(ne)s ? », 2021.

et déplorent leur abandon par les autorités maliennes⁸. C'est pourquoi le gouvernement ne devrait pas commettre la même erreur avec la MINUSMA. Les deux (MINUSMA et Gouvernement) doivent améliorer leur relation, mais « il n'est pas question que la MINUSMA quitte Gao⁹ ». Cette assertion est conforme aux résultats des enquêtes d'opinion Mali-Mètre montrant clairement une différence dans la perception de la MINUSMA dans les régions dites du Nord comparées à celles des autres localités du pays. La satisfaction est généralement grande dans les régions dites du Nord, notamment à Gao (79,1%) en 2021¹⁰ et 58% en 2022. Même cette baisse de perception est trois fois supérieure à la perception des populations de Bamako (19%)¹¹. Elle est garante de la stabilité de la zone par les emplois créés pour la jeunesse et le secteur privé et informel, le financement des activités des ONG locales, etc. Elle est surtout la garantie de l'intervention des ONG internationales dans la région. Sans elle, aucune ONG ne se sentirait en mesure d'intervenir dans la zone.

« La MINUSMA a un rôle dissuasif même pour les terroristes et les bandits », selon un interlocuteur de Gao. Son retrait entraînerait non seulement une accentuation des actions terroristes sur les principales zones encore en sécurité mais surtout une reprise éventuelle des hostilités entre mouvements armés et accessoirement entre communautés. Le retrait de la MINUSMA de Gao serait synonyme de chaos sécuritaire et humanitaire qui n'épargnera pas le reste du Mali et le Sahel. La gestion des déplacés internes de certaines localités des cercles de Gao, de Bourem, d'Ansongo et de la région de Ménaka est l'illustration de l'importance de l'assistance humanitaire fournie directement et indirectement par la MINUSMA.

Il convient de rappeler que les reproches majeurs faits à la MINUSMA dans le pays sont : « ne pas protéger les populations contre les violences des groupes armés et terroristes », « être complice des groupes armés », « se protéger elle-même », « son mandat n'est pas suffisamment connu¹² ». Ainsi, la MINUSMA a beau expliquer que son mandat n'est pas de lutter contre le terrorisme, les populations comprennent difficilement que la violence puisse être rangée entre violence liée au terrorisme ou « simple violence ». C'est la raison pour laquelle plusieurs voix ont régulièrement rappelé la nécessité de revoir le mandat de l'institution pour l'adapter aux défis réels du contexte sécuritaire du Mali et du Sahel. L'institution internationale garante de la paix et de la sécurité internationales semble adhérer à cette thèse s'il est permis d'espérer avec la mise en place par le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, du Panel Indépendant de Haut Niveau sur la Sécurité et le Développement en rapport avec l'UA (Union africaine), la Cédéao et le G5 Sahel. Son mandat est de rechercher à comprendre les raisons pour lesquelles « l'insécurité croissante, y compris la prolifération des groupes terroristes et autres groupes armés non étatiques, associée à l'instabilité politique, crée une crise au Sahel qui représente une "menace mondiale"¹³ »

⁸ Témoignage d'un ancien travailleur de Barkhane sur les réseaux sociaux. Des personnes rencontrées pensent aussi que le retrait de Barkhane et de Takuba, notamment leurs appuis aériens à la MINUSMA a eu un impact sur la recrudescence de l'insécurité ces derniers mois sur le terrain.

⁹ Présentation de « Mali-Mètre 13 Que pensent les Malien(ne)s » à Gao, novembre 2022.

¹⁰ Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 12, Que pensent les Malien(ne)s ? », 2021.

¹¹ Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 12, Que pensent les Malien(ne)s ? », 2021.

¹² Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 12+13, Que pensent les Malien(ne)s ? », 2021 et 2022.

¹³ Afrique Renouveau, Septembre 2022.

La situation sécuritaire est complexe dans les régions de Gao et de Ménaka et exige de solutions inclusives.

Solutions militaires insuffisantes et non inclusives

Jusqu'à présent, les solutions aux problèmes de la région de Gao sont surtout de nature militaire : Face à la recrudescence de la criminalité (enlèvement de personnes, y compris dans la ville de Gao) et sous la pression des forces vives de la ville, les autorités régionales ont mis en place des patrouilles, instauré des contrôles d'engins par la police et procédé à des fouilles de maisons ou personnes suspectées de terrorisme. Ces solutions apaisent les habitants et ont donné des résultats qui méritent d'être consolidés. Mais les solutions militaires (forces de défense et de sécurité) ne viendront pas à elles-seules à bout de la peur et de la psychose. Il conviendrait d'y associer davantage les organisations de la société civile dignes de confiance (FORC-G ou Cadre de concertation), mais aussi et surtout renforcer la prévôté et la justice. Les contrôles diurnes et nocturnes doivent s'étendre au-delà des grandes artères de la ville de Gao. Il faudrait de plus en plus d'action dans les quartiers. Pour cela, il est indispensable de réactiver la brigade de vigilance des organisations de la société civile, notamment de FORC-G, afin d'éviter les embuscades et les tirs croisés des bandits et autres terroristes.

Aussi, toute solution sécuritaire devrait-elle bannir la stigmatisation et le contrôle au faciès afin d'éviter un repli des populations et communautés sur elles-mêmes ainsi que toute récupération politique ou identitaire voire communautaire. Dans ce sens, les camps des déplacés méritent une protection spécifique afin d'éviter que les déplacés internes soient doublement victimes de la crise sécuritaire et de la stigmatisation. Toutefois, les camps méritent aussi d'être concernés par les fouilles et contrôles car l'ennemi est « partout » et la menace diffuse. Ils ne doivent aucunement servir de refuge pour des personnes en rupture avec les règles de vie commune. Cela est aussi valable pour les villages, fractions et collectivités.

Ces actions des forces de défense et de sécurité, combinées à celles de la prévôté et de la justice ainsi que des mouvements signataires de l'Accord pour la paix (Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), Plateforme des mouvements du 14 juin, les mouvements de l'Inclusivité, CSP). Ensemble, ces parties maliennes seront les garants d'un retour réussi de l'Etat du Mali et surtout de son acceptation par les populations. C'est à ce prix que la confiance perdue dans les institutions et les structures peut être reconquise.

Les solutions actuelles sont pas suffisantes car les solutions sécuritaires sont par essence limitées et ne garantissent pas la résilience. Celle-ci n'est possible que par un renforcement des mécanismes endogènes appuyés par des solutions humanitaires et de développement adéquates et mieux coordonnées pour améliorer la fourniture des services sociaux de base en vue de réduire la précarité, le sentiment d'abandon et la pauvreté. La présence de l'Etat et de l'administration doit être effective par le retour de tous les services techniques de l'Etat dans toutes les localités où la sécurité est plus ou moins assurée ; et cela en coordination avec les organisations syndicales des travailleurs et des employeurs dans un sursaut de patriotisme et de solidarité nationale.

La lutte contre les discours de haine et les stigmatisations doivent être pris en compte dans le package de solutions car elles entretiennent la méfiance entre les populations déjà éprouvées par des conditions climatiques peu favorables et une insécurité rampante depuis une dizaine d'années. Ces populations ont besoin d'un fort portage politique des préoccupations de leurs territoires/régions dans le récit national.

Au regard de tout ce qui précède, les **recommandations** suivantes retiennent notre attention :

1. Renforcer les services sociaux de base (santé, éducation, alimentation) au sein des communautés d'accueil des populations déplacées afin de réduire la pression et les risques de conflits ;
2. Renforcer la présence de l'Etat et de l'Administration en multipliant les patrouilles militaires permanentes sur les axes routiers, notamment Gao-Ansongo-Ménaka et Gao-Bourem et en assurant l'effectivité des services techniques dans les localités sécurisées ;
3. Renforcer la collaboration des forces vives (populations et communautés) avec les forces de défense et de sécurité à travers des actions concrètes ne nécessitant pas forcément l'apport d'un quelconque partenaire au développement (cadre d'échanges permanent (s) avec les communautés à travers les organisations de la société civile (F.O.R.C.G, Cadre de Concertation) ;
4. Faire du lobbying en faveur du maintien de la MINUSMA ;
5. Multiplier les rencontres intercommunautaires de manière à permettre aux populations qu'elles ne sentent abandonnées des autorités ;
6. Renforcer et moraliser les contrôles de police sur les grandes artères de la ville de Gao et les étendre à l'intérieur des quartiers de la ville de Gao tout en veillant au respect des droits des personnes ;
7. Intégrer les mouvements d'autodéfense dans les missions de l'armée afin de permettre des ratissages loin des axes routiers pour occuper l'espace et pallier le vide que pourrait laisser le retrait des contingents de la MINUSMA (Royaume-Uni, Côte d'Ivoire, etc.) ;
8. Réinstaurer la veille citoyenne par l'activation des brigades de vigilance de F.O.R.C-G dans/et autour de la ville de Gao comme en 2017 sous la coordination des forces de défense et de sécurité ;
9. Promouvoir le dialogue citoyen national à travers la participation des acteurs et actrices des régions d'insécurité aux cadres d'échanges et de discussions à Bamako et ailleurs en vue d'une lecture partagée de la situation sociopolitique et relayer ou porter les voix préoccupations des populations voire préparer le retour d'un État utile ;
10. Mettre en place ou renforcer des réseaux informels d'information dans toutes les localités, qui doivent se coordonner (dans la discrétion et le professionnalisme, c'est-à-dire la protection de l'identité des informateurs ou lanceurs d'alerte) avec l'armée de manière à permettre une action rapide et sécurisée des FAMAs en cas d'attaques ou d'enlèvement, de destruction ou de menaces d'enlèvement et de destruction de biens.

Les opinions exprimées dans le présent papier n'engagent que l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES.

Bibliographie

- Évaluation territoriale de l'accès des populations aux services et infrastructures communautaires de base de la commune d'Ansongo, mars 2022, REACH Initiative (REACH), en consortium avec ACTED, Search for Common Ground (SFCG) et TASSAGHT (<https://reliefweb.int/report/mali/mali-evaluation-territoriale-de-lacces-des-populations-aux-services-et-infrastructures-sociocommunautaires-de-base-de-la-commune-de-ansongo-mars-2022>)

- Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 12, Que pensent les Malien(ne)s ? », 2021. (<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10100/2021-12.pdf>)

- Friedrich Ebert Stiftung, « Mali-Mètre 13, Que pensent les Malien(ne)s ? », 2022 (<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10100/2022-13.pdf>)

- Afrique Renouveau, Septembre 2022 (<https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/septembre-2022/un-groupe-ind%C3%A9pendant-de-haut-niveau-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-et-le-d%C3%A9veloppement>)